

# CN - 28 et 29 mai 2021

## Synthèse de la consultation des fédérations sur le maintien ou le report du 39<sup>e</sup> Congrès.

**Au CN du 7 novembre**, nous avons pris la décision de lancer une consultation auprès des secrétaires départementaux pour décider du calendrier de travail de notre Parti en 2021 afin de relever les défis de la période. Une démarche qui nous plaçait dans l'anticipation.

**Au CN du 12 décembre**, où la synthèse de cette 1<sup>ère</sup> consultation a été restituée, toutes les fédérations se sont positionnées en indiquant que la question de la présidentielle était incontournable et prioritaire.

**Ainsi, très majoritairement, nous avons pris la décision d'inverser le calendrier.**

- Nous avons organisé d'une part une conférence nationale au printemps afin d'aborder en profondeur les enjeux des deux élections présidentielle et législatives,
- Et d'autre part, nous avons décidé de tenir un congrès à l'automne 2021.

**Ces décisions ont été assorties de la possibilité de réévaluer régulièrement notre calendrier** en lien avec la progression de la pandémie et l'évolution, voire l'accélération de la situation politique.

Une situation politique traversée à la fois par les conséquences humaines et économiques de la crise sanitaire, exposée aux enjeux des échéances départementales, régionales, présidentielle et législatives.

**L'évocation de l'ensemble de ces scrutins suffit à mesurer les responsabilités et la charge de travail des directions, aussi bien nationale, fédérales, que locales.**

La conférence nationale s'est tenue avec des retours très positifs, le vote des communistes s'est déroulé avec un engagement réel des directions et des communistes pour décider de nos orientations stratégiques. Les communistes, par leur vote, se sont prononcés pour la présentation d'un candidat communiste.

**Les échanges réguliers avec les dirigeants fédéraux ont mis en lumière des questions et une demande, celle de pouvoir faire face** à l'enchaînement des scrutins et du congrès dans les meilleures conditions. Des retours qui **ont conduit le CN du 24 avril** à proposer une nouvelle consultation sur la date à privilégier pour l'organisation du congrès.

**Cette consultation est d'autant plus légitime que le congrès constitue une échéance démocratique majeure de notre Parti.**

Il serait préjudiciable de ne pas s'interroger sur les conditions optimales de sa faisabilité et de sa réussite.

Consultation d'autant plus légitime aussi que les élections départementales et régionales ont été repoussées aux deux derniers week-ends de juin. Un changement de dates qui nous contraint à décaler le travail de la commission du texte et nous met dans l'impossibilité de présenter le projet de texte de la base commune au CN de début juillet comme initialement prévu. Je rappelle par ailleurs que nous devons intégrer dans notre calendrier l'Université d'été du Parti et l'organisation de la Fête de l'Huma dans un contexte tout à fait inédit.

#### **Concernant le retour de la consultation :**

La consultation des fédérations s'est tenue dans un temps relativement court, après le vote des communistes, qui lui-même s'est achevé le 9 mai. A ce jour, nous pouvons nous appuyer sur le retour de 75 fédérations.

**Très majoritairement, les retours** aussi bien ceux qui sont pour le maintien que ceux qui sont pour son report, expriment des principes communs et sont assortis d'un certain nombre de **remarques allant dans le même sens, à savoir :**

- organiser un congrès qui s'attache à renforcer la dimension démocratique, en présentiel, et qui favorise l'implication des tous les communistes ;
- la crainte d'une situation instable sur le plan sanitaire est très souvent évoquée, ce qui serait un obstacle à l'interactivité qui s'avère absolument indispensable pour que les débats puissent être conduits à leur terme ;
- dans les avis rendus, la surcharge de responsabilités et de travail des directions fédérales, de sections revient sur le devant de la scène. Elle est très présente et induit même une forme d'inquiétudes ;
- la nécessité de mettre à l'ordre du jour les statuts et leur évolution est un besoin qui s'exprime plus fortement qu'au 38<sup>ème</sup> congrès ;
- l'état d'organisation du parti et la nécessité de mettre cette question à l'ordre du jour, y compris pour une meilleure campagne de la présidentielle, apparaissent comme une question prioritaire à aborder. Très souvent revient la proposition d'ouvrir un chantier en amont du congrès sur cette question très politique de l'état d'organisation ;

**Ces différents points sont les grandes lignes communes qui se dégagent de la consultation.**

#### **Maintien ou report ?**

- 9 fédérations se sont prononcées pour le maintien à l'automne ;
- 4 secrétaires de fédérations n'ont pas encore eu le temps de consulter ou n'ont pas d'avis ;
- 1 fédération conclut à un positionnement des membres consultés à 50/50 ;

- 61 fédérations se prononcent pour le report en 2022 après les présidentielles. Parmi eux, un dirigeant propose de le repousser en 2023.

Les retours s'expriment très largement en faveur du report à 78,1%.

#### Les arguments du maintien :

- le congrès est l'instance qui permet de définir nos orientations, de réévaluer notre projet et le programme. Les bouleversements intervenus depuis le 38ème congrès dans tous les domaines et le retour sur la crise sanitaire imposent d'avoir un débat intense en y associant tous les communistes ;
- une absence de congrès se traduirait par un « blanc » et serait une impasse sur le nécessaire débat à avoir dans le parti ;
- le congrès est un puissant outil de mobilisation et permettra d'impliquer les communistes dans la campagne avec au préalable une mise au clair du contenu et du type de campagne pour la présidentielle.

#### Arguments du report :

- Les scrutins pour les élections départementales, régionales, présidentielle et législatives vont modifier en profondeur la situation du pays et les rapports de force politiques. Il est plus opportun d'organiser le congrès à l'issue de leur tenue afin d'avoir un débat, une analyse qui tiendront compte de la situation nouvelle et qui nous donnera la feuille de route pour les 3 années qui suivront.

Une fédération favorable au report indique que si le congrès se tenait à l'automne, nous ne pourrions faire l'économie d'un nouveau congrès après la présidentielle et les législatives. La même fédération pose la question d'une assemblée nationale avec pour objet la présidentielle et les législatives.

- Organiser un congrès avec l'objectif d'associer le plus grand nombre de communistes aux débats demande du temps et des efforts de direction. Or, toutes les directions vont être mobilisées sur les échéances politiques. Il est « impossible de mener de front » les échéances électorales et la préparation du congrès.
- le congrès doit être « décentré de la présidentielle ». Cet argument avait d'ailleurs été avancé lors de la 1<sup>ère</sup> consultation et avait conduit nombre de directions à faire le choix d'une conférence nationale traitant plus spécifiquement de la présidentielle, et d'un congrès à une date ultérieure afin d'avoir un ordre du jour adapté à l'ensemble des questions nationales et internationales.
- reporter le congrès permettra de « pousser plus loin en amont nos propositions pour un changement de société en rupture avec le capitalisme... »

- maintenant que les communistes ont fait le choix d'une candidature, « il est crucial d'entamer pleinement la campagne présidentielle et de préparer celle des législatives au plus vite »
- l'organisation d'un congrès comporte le risque de faire apparaître des divisions et « d'affaiblir l'unité au sein de notre parti ou « de remettre en cause le vote des communistes ».
- Il est indispensable que le secrétaire national s'investisse à haut niveau dans la présidentielle et le congrès. Un engagement qui ne peut être simultané.
- Par ailleurs, les communistes ne sont pas en dehors de la société et la période estivale « risque de faire figure de soupape »
- Les différentes élections et notamment la présidentielle doit être l'occasion de « réapparaître, de mener la bataille des idées, de gagner en nombre d'adhérents ». Un engagement politique de haut niveau, tourné vers l'extérieur et qui ne peut permettre la préparation du congrès dans de bonnes conditions.
- Il est important de veiller aux directions et de ne pas les surcharger.
- « la question financière est à prendre en considération ». L'incapacité depuis des mois à tenir des initiatives publiques a amputé les moyens financiers des fédérations. La projection sur les législatives, y compris sur le volet financier doit se faire dès maintenant et ne permet pas d'organiser dans la même période un congrès qui nécessite un investissement financier important.

En marge de ces retours, une fédération qui s'est prononcée sans ambiguïté pour le report a pris la décision de tenir une conférence d'organisation sur 2 jours, à l'automne. Le projet est de réunir tous les membres du CD et directions de sections afin de faire un bilan de mi-mandat et de tracer des perspectives pour l'avenir.

En conclusion, le report est largement majoritaire.